

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 07/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INTERPOLYMER

6 rue Marie Curie
ZA Sud
67160 WISSEMBOURG

Code AIOT : 0006701929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement INTERPOLYMER implanté 6 rue Marie Curie - ZA Sud - 67160 WISSEMBOURG.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERPOLYMER
- 6 rue Marie Curie - ZA Sud - 67160 WISSEMBOURG
- Code AIOT : 0006701929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une usine de fabrication de polymères.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements des zones stockages	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 19.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Stockage des produits chimiques et FDS	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 14.7	Sans objet
4	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 14.7	Sans objet
5	Conditions de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 9.3.2	Sans objet
6	Détecteurs de gaz - Alarme	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les thématiques de l'inspection réalisée portent principalement sur la sécurité de certaines opérations, notamment de dépotage et de stockage, sur la gestion des situations d'urgence et la prévention incendie, ainsi que sur la sécurité des installations au niveau du local chaufferie. Dans l'ensemble, l'inspection a montré que l'exploitant dispose de dispositifs techniques, organisationnels et documentaires conformes aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements des zones stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 19.2
Thèmes : Risques accidentels, Dispositifs de prévention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Chaque réservoir doit être équipé d'au moins un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume de produit contenu.</p> <p>Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage doit être évitée soit par un dispositif de trop plein assurant de façon visible l'écoulement dans un réservoir annexe, soit par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cuves sont équipées de dispositifs permettant le suivi instantané, sur place et en salle de contrôle, du niveau et du volume contenus dans chaque installation. L'exploitant a présenté à l'inspection un document (réf. INI 201, édité le 15/01/2025) décrivant les méthodes et consignes de sécurité obligatoires à respecter par les opérateurs lors des opérations de dépotage. Ce document rappelle notamment que l'aire de stationnement des camions est construite en pente, afin de diriger d'éventuelles fuites vers une grille de récupération reliée à une cuve de sécurité enterrée (UT100) d'une capacité de 30 m³. Lors des échanges, l'exploitant a indiqué disposer d'un système de prévention des débordements des cuves lors des opérations de dépotage. Une commande d'arrêt automatique ferme la vanne de dépotage lorsque les seuils de remplissage fixés sont</p>

atteints. En cas de débordement, une coupure automatique est actionnée et une alarme sonore et lumineuse se déclenche. L'exploitant précise qu'un arrêt manuel peut également être effectué à tout moment par l'opérateur présent sur les lieux. Ce dispositif n'a toutefois pas été testé par l'inspection. Sur le site de dépotage, une fiche a été constatée. Elle regroupe les consignes applicables pour le dépotage et la manipulation des produits chimiques, rappelant les étapes à suivre, les équipements de protection nécessaires et la conduite à tenir en cas d'accident. Enfin, l'exploitant déclare que les opérateurs sont régulièrement sensibilisés à ces procédures lors de causeries. La dernière a eu lieu le 19/09/2025, et la dernière spécifiquement consacrée aux opérations de dépotage date du 16/02/2022. Il souligne qu'aucun accident ni incident n'a été recensé dans cette zone.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thèmes : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un état des stocks des matières arrêté au 29/09/2025. Le suivi en temps réel est assuré via un logiciel de gestion, les informations étant automatiquement mises à jour et facilement accessibles aux opérateurs.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Stockage des produits chimiques et FDS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 14.7

Thèmes : Risques accidentels, Règles d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan indiquant l'emplacement des différents produits chimiques. L'état des stocks ainsi que ce plan sont accessibles sur le réseau interne et facilement exploitables par les opérateurs, qui peuvent ainsi connaître la nature, la quantité et l'emplacement des produits stockés.

Les FDS (fiches de données de sécurité) des produits sont également disponibles sur le réseau interne et conservées en version papier sur le site. Un test par échantillonnage a été réalisé sur le produit « Styrène » : l'exploitant a pu présenter sans délai la FDS correspondante, la quantité stockée et l'emplacement de son stockage.

Type de suite proposée : Sans suite**N° 4 : Exercice incendie****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 14.7**Thèmes :** Risques accidentels, Prévention incendie**Prescription contrôlée :**

[...]

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant réalise des exercices incendie en collaboration avec le SDIS, le dernier ayant eu lieu le 05/04/2024. Les axes d'amélioration recommandés à l'issue de cet exercice concernaient notamment la mise à jour hebdomadaire de la liste des produits stockés, l'amélioration de l'accès aux FDS et la peinture en jaune des poteaux incendie du réseau interne, celui-ci étant surpressé. Ces recommandations ont depuis été mises en œuvre par l'exploitant.

Type de suite proposée : Sans suite**N° 5 : Conditions de rejet des eaux pluviales****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 9.3.2**Thèmes :** Risques chroniques, Eaux**Prescription contrôlée :**

[...]

Le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie est équipé de dispositifs décanteurs déshuileurs adaptés à la pluviométrie permettant de respecter la valeur limite en hydrocarbures totaux de 5 mg/l selon la norme NFT 90-114 avant rejet.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose de deux séparateurs d'hydrocarbures, entretenus annuellement, le dernier entretien datant du 29/09/2025.

Selon ses déclarations, des analyses des eaux en sortie de ces équipements sont programmées courant octobre 2025. À cet effet, il a présenté à l'inspection un avenant n° Q-2129188 - 0797686, approuvé le 16/09/2025, justifiant la programmation de ces analyses par un prestataire externe.

Il est rappelé à l'exploitant que les résultats devront être transmis à l'inspection dès leur réception.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Détecteurs de gaz - Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 17

Thèmes : Risques accidentels, Installations de combustion au gaz naturel

Prescription contrôlée :

[...]

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger doit être mis en place. Ce dispositif doit permettre de couper l'arrivée du combustible et mettre l'installation en sécurité.

Constats :

Dans le local chaufferie, l'exploitant dispose de trois détecteurs de gaz CH₄ reliés à une centrale modèle MX43, soumis à un contrôle et à un étalonnage annuels effectués par un organisme externe.

Le dernier contrôle a été réalisé le 25/06/2025. Lors de cette intervention, chaque détecteur a fait l'objet d'une vérification de la valeur zéro et de la sensibilité, suivie d'un étalonnage.

Des essais ont également permis de valider le déclenchement des alarmes et le fonctionnement des asservissements de sécurité. Au seuil 1 (15 % LIE), la sirène et le gyrophare se sont déclenchés conformément aux attentes, assurant l'alerte immédiate du personnel. Au seuil 2 (30 % LIE), les dispositifs de sécurité ont réagi correctement avec l'activation d'une alarme, la coupure de l'éclairage de la chaufferie, de l'osmoseur, de l'alimentation vapeur, ainsi que la fermeture des deux électrovannes gaz extérieures.

Les résultats de ce contrôle confirment que le dispositif de détection de gaz et de mise en sécurité du local chaufferie est opérationnel et conforme aux attendus de la prescription.

Type de suite proposée : Sans suite
